

Contribution aux rencontres Sciences-Société « *Pour des solidarités alimentaires* » des 22-23 septembre 2022

Auteurs : Simona De Iulio, Patrice de la Broise, Laurence Favier, Cristina Romanelli, Université de Lille, GERiiCO

Titre : Faire face à la vulnérabilité alimentaire des étudiants, quels enjeux info-communicationnels ?

I. Éléments de contexte

Les « jeunes » et l'alimentation figurent au cœur des inquiétudes sociales contemporaines. Par leur incomplétude physique, leur « minorité », leur immaturité juridique, par des formes d'agressivité ou de repli sur soi, dans une période exploratoire d'exposition délibérée au risque, les jeunes font souvent l'objet de discours centrés sur la notion de vulnérabilité (Becquet 2012 et 2013, Déquière 2017). De leur côté, les aliments présentent eux aussi un statut ambigu : « indispensable source de plaisirs et éléments de socialisation, d'une part, mais tout autant source potentielle de dangers et de maladies, d'autre part » (Chiva 1988, 125). Les choix alimentaires sont vus comme sources de périls dans un pays qui fait face aujourd'hui à des pathologies chroniques d'origine alimentaire, lourdes tant sur le plan économique que sur le plan social. Ainsi, les « jeunes » et leurs conduites alimentaires sont actuellement associés à des risques multiples qui catalysent l'attention des milieux médicaux, éducatifs, politiques et affectent les pratiques d'un ensemble très hétérogène d'acteurs. Les « jeunes » sont notamment les cibles privilégiées de dispositifs de sensibilisation, de protection et d'éducation visant à réguler les pratiques de consommation alimentaire.

À l'heure où les pratiques alimentaires des étudiants sont en train de devenir un problème public, l'alimentation en milieu universitaire n'a pas fait l'objet d'études conséquentes de la part de la recherche française en sciences humaines et sociales. Une première enquête ethnographique menée dans une cafétéria et deux restaurants universitaires parisiens (Çingi Kodacost, 2014) a fait émerger, d'une part, le déficit de reconnaissance professionnelle dont souffre le personnel des CROUS et, d'autre part, l'investissement personnel de ces employés qui, dépassant les limites de la relation marchande, reconnaissent une mission sociale à leur travail et contribuent à faire du restaurant universitaire un espace de sociabilité. Une deuxième recherche, plus récente, en sciences de l'information et de la communication (Hypolite Martin, 2019) a confirmé la méconnaissance et la mauvaise réputation des CROUS, institution vis-à-vis de laquelle les étudiants ne manifestent publiquement aucune forme d'attachement. Par ailleurs, des travaux en sciences de gestion (Sadoun et al. 2016, Gourmelen 2017) ont exploré comment le fait de devenir étudiants va de pair avec une transformation des pratiques de consommation alimentaire qui apparaissent affectées à la fois par le stress de la vie universitaire et par les expériences de partage et d'échanges entre pairs.

En France, les comportements alimentaires des étudiants ont attiré surtout l'attention de la recherche médicale. Depuis le lancement du premier PNNS en 2000, plusieurs enquêtes ont été réalisées par les Observatoires Régionaux de Santé en collaboration avec diverses universités ainsi que par les Services de Santé Universitaires afin de vérifier dans quelle mesure les habitudes alimentaires des jeunes adultes s'accordent avec les préconisations du PNNS. Le manque de respect des normes nutritionnelles qui ressort de ces enquêtes a motivé la mise en place de mesures de prévention fondées sur des actions d'information, de communication et d'éducation, comme par exemple : « Améliorer l'information de l'étudiant sur ses besoins nutritifs en fonction du nombre et du type d'heures de sport réalisées dans la journée [...] ; augmenter la consommation en incluant obligatoirement un fruit dans le menu en supplément du dessert ; donner envie aux étudiants de déjeuner au restaurant universitaire afin d'avoir une action sur leurs habitudes alimentaires, qui pour la plupart sont déséquilibrées »¹.

¹ Il s'agit de préconisations proposées à l'issue d'une enquête menée à l'Université de Nice sur les habitudes alimentaires et l'activité physique des étudiants en STAPS, cf. <http://unice.fr/laboratoires/lamhess/contenus-riches/actualites-lamhess/etude-sur-les-habitudes-alimentaires-et-l2019activite-physique-des-etudiants-en-staps>

En effet, c'est depuis le début des années 2000 que les divers PNNS et PNA envisagent l'information et la communication comme des leviers incontournables de l'action publique pour améliorer la qualité nutritionnelle des pratiques alimentaires des jeunes, considérés comme une catégorie de la population à risque et donc à protéger, à informer, à éduquer, à responsabiliser.

L'idée qu'une culture de l'alimentation est nécessaire pour tous et doit être inculquée tout au long de la vie, dès le plus jeune âge, est au cœur de la notion de « food literacy ». Cette « littératie », entendue comme culture, est considérée comme un ensemble complexe de compétences, de connaissances et de comportements nécessaires à l'intégration des recommandations alimentaires dans la vie quotidienne. Or, même dans les pays riches, on estime qu'une proportion importante d'individus n'a pas une « alimentation adéquate », ce qui suscite des inquiétudes quant à leur sécurité alimentaire, celle d'un régime alimentaire associé à la préservation de la santé d'abord, au développement durable ensuite. Cette notion d'« alimentation adéquate » (adequate food) est au cœur de la « sécurité alimentaire » selon le département américain de l'Agriculture qui distingue ainsi l'insécurité alimentaire de la faim : « L'insécurité alimentaire est une condition économique et sociale au niveau des ménages, caractérisée par un accès limité ou incertain à *une alimentation adéquate*. En revanche, la faim est un état physiologique individuel qui peut être ou non le résultat de l'insécurité alimentaire » (USDA 2019). La vulnérabilité alimentaire, quant à elle, résulte à la fois de l'exposition à des facteurs de risque – tels que la sécheresse, les conflits ou les fluctuations extrêmes des prix – et de processus socio-économiques sous-jacents qui réduisent la capacité des personnes à faire face.

La nécessité d'une « food literacy » pour reconnaître l'alimentation « adéquate », les comportements alimentaires associés à la santé, est aussi un terrain pour l'engagement citoyen (pour une agriculture responsable, pour ou contre la consommation de viande, pour le développement durable, pour des modèles économiques alternatifs etc.) mêlant connaissances scientifiques et enjeux éthiques, politiques, religieux. L'alimentation devient un enjeu complexe, dépendant d'abord de conditions économiques et ensuite de savoirs multiples (on parle parfois de « multiliteracy »), de croyances et de valeurs morales (le partage, la solidarité), à partir desquels des groupes humains et des individus construisent leurs pratiques en prenant des décisions pour eux-mêmes. C'est cette complexité que doit intégrer une politique publique en matière d'alimentation.

II. Description de la question de recherche

Notre contribution propose de questionner les enjeux info-communicationnels des actions menées pour faire face à la vulnérabilité alimentaire des étudiants universitaires. Notre recherche a tenté de fournir des éléments de réponse à diverses questions : en quoi l'alimentation constitue-t-elle un marqueur de vulnérabilité des étudiants ? Comment se construit une représentation des étudiants, face à l'alimentation, comme groupe en danger ? Quels sont les enjeux des dispositifs info-communicationnels et éducatifs mis en œuvre pour transformer les conduites alimentaires des étudiants ? Qui en sont les promoteurs ? Quels sont les fondements ou mobiles de leurs interventions ? Sur quels savoirs ou expertises prennent-ils appui ? Dans quelle(s) limite(s) et de quelle(s) manière(s) les étudiants assimilent-ils les prescriptions alimentaires ? S'y reconnaissent-ils, les adoptent-ils, s'y conforment-ils, les détournent-ils ou les transgressent-ils ?

L'enjeu de cette recherche est, de manière plus circonscrite, d'interroger l'alimentation des étudiants dans leur rapport à l'information et à la communication. Nous nous sommes intéressés à

la manière dont l'alimentation des étudiants est devenue un objet sensible dans la diversité des messages de prévention, comme aussi des sollicitations publicitaires. Notre attention s'est notamment focalisée, en matière d'alimentation, sur la manière dont les instances universitaires et leurs partenaires (publics et privés) interviennent dans l'information et la communication des étudiants au-delà de leurs missions premières. Nous avons également essayé d'observer dans quelle mesure les étudiants développent des pratiques informationnelles non prises en compte dans l'offre de services ainsi que les rôles que les étudiants jouent dans l'éducation à l'alimentation et/ou la prescription de pratiques alimentaires à l'égard de leurs pairs.

III. Méthodologie employée

Nous avons tenté de fournir des éléments de réponse à ces questions à partir des résultats d'une enquête exploratoire menée à l'Université de Lille en 2020-2022 permettant d'examiner comment la vulnérabilité alimentaire est appréhendée par les différents acteurs de l'université. Plus précisément, un état de l'art a tout d'abord donné lieu à une synthèse des travaux de recherche en sciences humaines et sociales relatifs à l'alimentation en milieu universitaire en France et en Europe, l'enjeu étant de repérer les principaux questionnements, méthodes et résultats des recherches sur l'alimentation des étudiants, comme aussi leur inscription dans des cadres universitaires différenciés et leurs liens avec les politiques publiques. Par suite, le protocole de recherche comprenait :

- *6 entretiens semi-directifs* avec les responsables des services de l'Université de Lille et du CROUS chargés des politiques relatives à l'alimentation des étudiants (Vice-Présidence Vie de campus et vie étudiante, Vice-Présidence Université citoyenne et accompagnement des publics fragilisés, Direction Développement Durable et Responsabilité Sociale, Direction de la vie étudiante, Centre de Santé des Étudiants) ;
- *Le recensement et l'analyse socio-sémiotique de l'ensemble des dispositifs info-communicationnels et éducatifs* en matière d'alimentation mis en place ou programmés à l'université de Lille depuis janvier 2019. 67 affiches et 47 plaquettes diffusées sur le campus de Pont de Bois ont été repérées et analysées afin d'identifier les acteurs qui en étaient à l'initiative, les visées, les savoirs sur l'alimentation mobilisés et les registres de la vulnérabilité sur lesquels ces dispositifs étaient censés intervenir ;
- *4 focus groups* avec des étudiants de trois sites principaux de l'Université de Lille : Pont de Bois, Cité Scientifique et Roubaix-Tourcoing. Les groupes ont été composés d'étudiants âgés de 18 et 20 ans, inscrits en licence, ressortissants de la MEL ou dé-cohabitants ;
- *Une observation sur trois sites* de l'Université de Lille : Pont de Bois, Cité Scientifique et Roubaix-Tourcoing.

IV. Résultats et perspectives

Les résultats de cette étude exploratoire montrent, entre autres, qu'une multiplicité d'énonciateurs prend la parole sur les murs et dans les couloirs des établissements universitaires pour adresser aux étudiants des messages sur « quoi » et « comment » manger. Plusieurs acteurs sont à l'initiative d'affiches et plaquettes constitutives du corpus :

- Les instances gouvernementales nationales (le corpus contient notamment diverses plaquettes produites dans le cadre du PNNS qui ont été diffusées notamment lors d'une journée sur l'alimentation organisée dans le cadre d'un master en Sciences de l'éducation) ;
- Les services de l'Université, tels que le Centre de santé des étudiants ou le Bureau de la vie étudiante ;

- Le CROUS dont les affiches et plaquettes mettent en avant les offres et des informations pratiques sur les structures de restauration ;
- Des associations étudiantes ;
- Des associations non-étudiantes, comme par exemple ALEFPA, qui porte Le Jardin de Cocagne de la Haute Borne, exploitation certifiée bio qui fait la distribution de paniers solidaires aux étudiants ;
- Des groupes politiques, comme les Jeunes Communistes qui demandent d'étendre la baisse du ticket de restaurant universitaire à 1 euro à l'ensemble des étudiantes et étudiants, et la Fédération Syndicale Étudiante, qui demande l'ouverture de nouvelles structures de restauration, la possibilité de payer les repas en espèce et plus de financements pour la restauration universitaire ;
- Des étudiant.e.s qui individuellement prennent des initiatives en matière d'alimentation et produisent des flyers et des tracts pour les promouvoir ce qu'on a pu notamment observer dans le cadre des mouvements contre la réforme des retraites et la loi LRU.

Cette polyphonie énonciative va de pair avec la présence de diverses modalités de valorisation de l'offre alimentaire.

Dans certains cas, les affiches et les autres artefacts communicationnels présents dans les locaux du campus de Pont-de-Bois mettent en avant des valeurs liées à la sociabilité, à la mise en relation avec les autres, avec les pairs, avec la fête et la détente. Dans d'autres cas, la valorisation de l'offre s'appuie sur les propriétés nutritionnelles des aliments affichés. Il s'agit d'une modalité de valorisation qui consiste à mettre en avant les nutriments présents dans les aliments pour insister sur les effets positifs qu'ils provoquent sur les performances corporelles et intellectuelles. L'accentuation de qualités sensorielles (notamment le goût) constitue une autre modalité, moins fréquente, de mise en valeur des aliments. Les artefacts info-communicationnels que nous avons repérés misent parfois, quoique rarement, sur les plaisirs esthétiques et sensoriels engendrés par la forme, la couleur, l'appétibilité, la saveur, la gourmandise, le parfum, la fragrance, la consistance de l'aliment. Une autre modalité de valorisation consiste à mettre en avant le prix et la praticité. Donc des avantages que l'on peut dégager à la suite d'une analyse et d'une évaluation du produit alimentaire menées selon un esprit de calcul et sous l'angle de la rationalité économique, comme, par exemple, le rapport qualité/prix, le rapport coûts/bénéfices, les avantages offerts par les offres promotionnelles, ou par la praticité de l'emballage. Enfin, une dernière modalité de valorisation consiste à souligner les qualités de l'offre en termes de durabilité économique, environnementale et sociale : produits bio et de saison, circuits courts, réduction du gaspillage, agriculture paysanne (AMAP), jardins partagés, épicerie solidaire, etc.

Dans certains cas, ces diverses formes de valorisation coexistent et convergent, dans d'autres, les arguments de qualité (nutritionnelle et sanitaire), de plaisir (goût, sociabilité), de rationalité économique (prix, praticité) et d'éco-citoyenneté (alimentation locale ou bio, réduction des déchets) apparaissent diverger et risquent de provoquer des formes de dissonance cognitive.

Les artefacts communicationnels rassemblés ne se limitent pas à mettre en valeur les qualités matérielles ou symboliques et à décrire ces qualités de manière plus ou moins correspondante aux faits. Il s'agit d'artefacts communicationnels qui prêtent aux étudiants des motifs pour agir. Ils visent à capter les étudiantes et les étudiants en jouant sur leurs dispositions sociales avec une double intentionnalité : les étudiants sont interpellés, d'une part, pour saisir des offres commerciales proposées sur le campus et, d'autre part, pour assumer des comportements responsables vis-à-vis de leur propre santé et de l'environnement. Ils sont incités à réaliser des recettes à base de légumes, à suivre des ateliers avec des cuisiniers, à suivre des conseils

individuels en alimentation comme ceux proposés par le centre de santé qui offre des rendez-vous et interpelle les étudiantes et les étudiants ainsi: « Végétarien ? Pas le temps ? Perte de poids ? Budget serré ? Manque d'inspiration ? Préserver ma santé ? ».

Cependant, malgré la multiplicité d'énonciateurs, d'artefacts communicationnels et de modalités de valorisation, les étudiants partagent l'impression qu'il y a un manque d'informations généralisé (par exemple, quant à l'origine des aliments et notamment de la viande, l'indication des produits biologiques et des allergènes dans chaque plat, la localisation des fontaines d'eau et des points de restauration, le fonctionnement de l'épicerie solidaire ou même des recommandations pour une alimentation plus saine). Par ailleurs, ils mentionnent que les informations disponibles ne sont pas toujours actualisées (par exemple, le menu du jour pour certains restaurants et les nouvelles consignes concernant la crise du COVID-19), et celles qui sont disponibles sont moins visibles, considérant l'excès d'affiches sur le campus et la présence disproportionnée de certaines d'entre elles. Ceci est aussi le cas des informations reçues par courriel électronique : les étudiants signalent l'excès de messages de la part de l'université, des Crous ou de composantes spécifiques, qui contiennent des informations qui souvent ne les concernent (ou intéressent) pas. Ils mentionnent également les réseaux sociaux, première source d'informations pour certains, mais où peu d'informations seraient partagées par les énonciateurs mentionnés. En conclusion, ce manque d'information contribuerait à la vulnérabilité des étudiants, notamment ceux qui sont en difficulté, qui suivent un régime alimentaire spécifique ou qui viennent de quitter le foyer parental et commencer leurs études.

On notera que cette enquête a été télescopée par la crise du COVID-19, au paroxysme d'une précarité que nombre d'étudiants – notamment isolés, expatriés et/ou privés d'emploi – ont éprouvée aux plans matériel, sanitaire et psychologique. De fait, les messages de sensibilisation à une alimentation saine et équilibrée ont laissé place à une communication de crise, aussi dramatique que révélatrice des fragilités de la sphère académique et de ses publics. Cette situation d'urgence a également révélé une responsabilité sociale des universités traduite en mots et en actes depuis plusieurs années sur les campus universitaires. À la diversité des acteurs et de leurs discours (informationnel, préventif, éducatif, politique) correspondent des initiatives multiples où les valeurs de solidarité (ex : épiceries solidaires), de civisme (ex : circuit court) et de savoir-vivre forment l'axiologie d'une vulnérabilité alimentaire des étudiants, laquelle est aussi informationnelle.

A partir de cette étude, de nouvelles recherches s'amorcent portant sur les liens qui existent entre la marginalité informationnelle et la vulnérabilité alimentaire. Avec des collègues des universités de Gand et du Kent nous avons notamment ouvert de nouveaux chantiers de recherche interdisciplinaire ayant l'ambition d'interroger la place que la littérature alimentaire et les initiatives d'information, communication et éducation à l'alimentation peuvent jouer lorsque des chercheurs visent à repenser avec l'ensemble des acteurs concernés les modalités pour faire face à l'insécurité et la précarité alimentaire dans les sociétés européennes contemporaines.

Références bibliographiques

BECQUET V., 2013. « 'Jeune vulnérable' : une catégorie d'analyse pertinente en sociologie de la jeunesse ? », Colloque *Formes et conditions de sortie de la vulnérabilité sociale en milieux populaires*, Lyon, juin.

BECQUET V., 2012. « Les 'jeunes vulnérables' : essai de définition », *Agora*, n° 62, p. 51-64.

- BRODIEZ-DOLINO A., VON BUELTZINGSLOEWEN I., EYRAUD, B., LAVAL C. et RAVON B. (dir.), 2014. *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l'histoire à la sociologie*, Rennes, PUR.
- CHIVA, M., 1998. « Les risques alimentaires : approches culturelles ou dimensions universelles ? », dans M. Apfelbaum, (dir.), *Risques et peurs alimentaires*, Paris, Odile Jacob.
- ÇINGI KOCADOST, F., 2014 « Restaurant universitaire et petits soins nourriciers », *Ethnologie française*, vol. 44, no. 1, pp. 85-92.
- DEQUIRE, A.F. 2017. Le monde des étudiants : entre précarité et souffrance. *Pensée plurielle, (revue de la Haute École de Charleroi – Belgique)*, 2017, jeunesse d'aujourd'hui. Problèmes et politique (14)
- ESCALON, H., et BECK, F., 2013. « Les jeunes et l'alimentation. Des comportements sexués, évoluant avec l'âge et socialement marqués », *Agora débats/jeunesses*, vol. 63, n°. 1, pp. 113-127.
- GARRAU, M., 2018. *Politiques de la vulnérabilité*, Paris, CNRS Editions.
- GOURMELEN, A. 2017. « Améliorer les comportements alimentaires des étudiants : quels enjeux pour les pouvoirs publics ? », in François Dubet, *Que manger ?*, La Découverte, pp. 117-135.
- Harris Interactive. Les étudiants et l'alimentation. Vincennes, France: Harris Interactive. 2017, Repéré en ligne à <http://harris-interactive.fr/wp-content/uploads/sites/6/2017/06/Rapport-Harris-Les-etudiants-et-l'alimentation-Allo-Resto.pdf>
- HYPOLITE MARTIN, A. 2019. « Les CROUS et les étudiants : une co-construction d'une image de soi sur Facebook ? », *Communication & management*, vol. 16, no. 2, pp. 65-81.
- LARDEUX L., *Vulnérabilité, identification des risques et protection de l'enfance. Nouveaux éclairages et regards croisés*, Paris, La Documentation française, 2014
- SADOUN, L ; EZAN, P. ; HEMAR-NICOLAS, V. (2016). « Devenir étudiant ou comment l'acquisition de l'autonomie revisite le bien-être dans le domaine alimentaire », *15èmes Journées Normandes de Recherches sur la Consommation : Société et Consommation*, Nov. 2016, Caen, hal-01483353
- USDA United States Department of Agriculture Economic Research Service (2019). *Definitions of food security* [webpage online]. Washington, DC: United States Department of Agriculture Economic Research Service; mis à jour 2019 Sep 4 . Disponible sur : <https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-us/definitions-of-food-security/>